

NAGORNY-KARABAKH**12 soldats azerbaïdjanais tués, un hélicoptère abattu par l'Arménie**

Douze soldats azerbaïdjanais ont été tués et un hélicoptère abattu par les forces arméniennes au Nagorny-Karabakh lors de combats d'une intensité inhabituelle dans cette région séparatiste que se disputent les deux pays, a annoncé samedi Bakou. «Douze soldats azerbaïdjanais ont été tués au combat et un hélicoptère a été abattu par les forces arméniennes», a déclaré dans un communiqué le ministère azerbaïdjanais de la Défense. «Plus de cent soldats arméniens ont été tués, six chars arméniens et quinze unités d'artillerie ont été détruits», a-t-il assuré. Le gouvernement arménien n'a jusqu'à présent fait état d'aucune perte militaire.

Le ministère azerbaïdjanais a précisé que ses forces ont «repris le contrôle de la colline stratégique de Lala-Tepe», ajoutant que «les collines près du village de Talich ainsi que près du village de Seïsoulan ont également été libérées». Peuplé en majorité d'Arméniens mais rattaché à l'Azerbaïdjan à l'époque soviétique, le Nagorny-Karabakh a été le théâtre d'une guerre qui a fait 30 000 morts et des centaines de milliers de réfugiés, principalement des Azerbaïdjanais, entre 1988 et 1994.

Malgré la conclusion en 1994 d'un cessez-le-feu, aucun traité de paix n'a été signé et des accrochages armés ont régulièrement lieu le long de la ligne de démarcation, sans pour autant atteindre l'intensité observée dans la nuit de vendredi à samedi.

SYRIE**Les corps entassés de 42 civils et militaires exécutés par Daesh découverts à Palmyre**

Les corps de 42 civils et militaires exécutés par le groupe terroriste autoproclamé «Etat islamique» (EI/Daesh) ont été découverts entassés dans un charnier dans la ville syrienne de Palmyre reconquise par l'armée, ont rapporté des médias.

«L'armée a découvert avant-hier (vendredi) un charnier comprenant les restes humains de 24 civils, dont trois enfants, et de 18 militaires», a précisé une source militaire syrienne, citée par des médias.

«Des soldats et miliciens pro-gouvernementaux ainsi que des membres de leurs familles» ont été soit «décapités soit fusillés» par les éléments de



Daesh qui ont contrôlé la ville pendant dix mois.

Leurs dépouilles «ont été transportées vers l'hôpital militaire de Homs et certaines ont été identifiées», a-t-elle ajouté.

Le 27 mars, au terme d'une offensive de 20 jours, l'armée syrienne, appuyée par l'aviation russe, a chassé le groupe terroriste de Palmyre, située dans la province centrale de Homs.

La cité, surnommée «la Perle du désert», est connue dans le monde entier pour ses trésors archéologiques inestimables dont une partie a été détruite par Daesh.

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), une ONG pro-opposition basée à Londres, «Daesh a exécuté en totalité au moins 280 personnes durant son occupation de la ville».

Photos : DR

NIGER**Le Président Issoufou investi pour son deuxième mandat**

Le président nigérien Mahamadou Issoufou, réélu le 20 mars, a été investi hier pour un deuxième mandat de cinq ans, promettant notamment de continuer à lutter contre le terrorisme, lors d'une cérémonie à Niamey à laquelle ont assisté neuf chefs d'Etat africains.

Après la proclamation des résultats (92,51% des voix au second tour, boycotté par l'opposition), M. Issoufou a prêté serment sur le Coran puis prononcé un bref discours. «Le 20 mars, le peuple a fait son choix dans le calme et m'a renouvelé sa

confiance pour un second mandat», a affirmé M. Issoufou, qui après l'élection avait proposé à l'opposition d'intégrer un gouvernement d'union nationale, proposition pour le moment rejetée par l'opposition.

M. Issoufou a ensuite mis l'accent sur la lutte antiterroriste dans ce pays parmi les plus pauvres de la planète. Sous la menace des groupes sahéliens au nord et à l'ouest, le Niger est aussi la proie d'attaques incessantes des islamistes nigériens de Boko Haram dans le sud-est.

«Le terrorisme, c'est le mal absolu», a-t-il dit, soulignant : «tant qu'on n'a pas éradiqué le terrorisme au Nord-Mali et mis fin au chaos en Libye, il est vain de pouvoir dormir

en paix». Mahamadou Issoufou fait face à une fronde de l'opposition, qui a rejeté sa proposition de gouvernement d'union nationale et conditionné «tout dialogue» à une «transition» vers de nouvelles élections «transparentes et crédibles».

M. Issoufou a été réélu avec 92,51% des voix lors du second tour de la présidentielle, contre 7,49% à Hama Amadou. Emprisonné dans le cadre d'une affaire de trafic présumé d'enfants, ce dernier n'avait pu faire campagne.

L'opposition, qui a dénoncé «une mascarade électorale», avait appelé à boycotter le scrutin. Sur le plan sécuritaire, six soldats ont été tués vendredi lors d'une attaque

dans le sud-est attribuée à Boko Haram. Le 17 mars, trois jours avant la présidentielle, un commandant de l'armée avait été tué dans une attaque de kamikazes dans le même secteur.

Le même jour, trois gendarmes avaient été tués dans l'ouest du Niger au cours d'une attaque attribuée à Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi).

Ces attaques ont conduit à des déplacements de centaines de milliers de personnes dans le sud-est.

Le Niger fait aussi un effort particulier pour concentrer des forces de sécurité dans l'ouest du pays pour contrer le risque d'incurSIONS islamistes en provenance du Mali.

BELGIQUE**L'aéroport de Bruxelles «à nouveau partiellement opérationnel» aujourd'hui**

L'aéroport international de Bruxelles doit rouvrir aujourd'hui dimanche, douze jours après les attentats meurtriers qui ont frappé la capitale belge, avec trois vols opérés par la compagnie Brussels Airlines, a annoncé samedi son PDG Arnaud Feist.

«Dès aujourd'hui dimanche, Brussels Airport devrait être partiellement opérationnel. Nous devrions recevoir encore aujourd'hui l'autorisation officielle d'opérer», a déclaré M. Feist au cours d'une conférence de presse, voyant dans la réouverture de l'aéroport «un signal d'espoir qui témoigne de notre volonté et force pour surmonter cette épreuve et ne pas plier».

Le hall des départs de l'aéroport a été frappé par un double attentat-suicide le 22 mars, suivi une heure plus tard par un attentat dans le métro. Ces attaques ont fait 32 morts au total. La compagnie belge Brussels Airlines opérera dimanche après-midi trois vols à destination



L'aéroport a été frappé par un double attentat le 22 mars dernier.

d'Athènes, Faro (Portugal) et Turin (Italie). «C'est plutôt symbolique», a reconnu M. Feist.

Les infrastructures temporaires montées après les attaques, qui permettent à l'aéroport de tourner à 20% de ses capacités normales en recevant quelque 800 passagers par heure, devraient être pleinement opérationnelles «en quelques jours», a-t-il assuré. Des mesures de sécuri-

té supplémentaires ont été décidées à la demande des syndicats de police. Seuls les passagers munis de billets et de documents d'identité pourront accéder au hall d'enregistrement temporaire, et leurs bagages seront contrôlés avant qu'ils ne puissent y entrer. L'aéroport ne sera pas desservi par les transports en commun, et sera accessible uniquement en voiture ou en taxi.

ÉGYPTE**Prison à vie pour un policier ayant tué un chauffeur**

Un tribunal égyptien a condamné hier un policier à la prison à vie pour avoir tué par balle un chauffeur après une dispute, a indiqué une source judiciaire, une affaire qui avait provoqué un tollé dans l'opinion publique.

Mustapha Mahmoud avait été inculpé pour meurtre avec préméditation en février après avoir tué avec son arme de service Mohamed Ali Sayed Ismail, 26 ans, qui lui livrait de la marchandise dans le centre du Caire. L'affaire avait provoqué d'importantes manifestations et les excuses du ministère de l'Intérieur, alors que la police égyptienne est régulièrement accusée de se livrer à des violences en toute impunité. A la suite de cet incident, le président Abdel Fattah al-Sissi avait promis de faire amender la loi pour durcir les sanctions contre les policiers auteurs d'abus. En Égypte, la prison à vie correspond à une durée de 25 ans. M. Mahmoud peut faire appel de ce verdict. Les abus policiers ont été l'un des principaux facteurs ayant déclenché la révolte populaire qui a mis fin au régime de Hosni Moubarak début 2011 mais ces pratiques sont redevenues monnaie courante sous M. Sissi. Les ONG de défense des droits de l'Homme accusent régulièrement les services de sécurité égyptiens d'avoir recours à la torture, aux «disparitions forcées» et aux passages à tabac parfois mortels. L'année dernière, plusieurs policiers ont été arrêtés pour des violences envers des prisonniers. Certains ont été condamnés à de la prison.